

VOTRE CONSEILLER GENERAL

----- Bally ----- **BAGAYOKO** **SAINT-DENIS CANTON NORD-EST**

La lettre
d'information
Janvier - Février 2012

Franc-Moisin/Bel-Air, Floréal-La Saussaie-La Courtille, St-Rémy, Champ de Courses, Cosmonautes, Joliot-Curie, Centre-ville, Allende, Stalingrad, Gabriel-Péri, Barbusse, La Tournelle St Louis Politzer, Mutualité, Marcel Cachin, Chantilly, La Métairie, Romain-Rolland, Langevin.



En cette nouvelle année, je souhaite à chacune et chacun d'entre vous mes vœux les plus sincères, beaucoup de bonnes choses pour vous, vos proches et toutes celles et ceux qui vous sont chers, en ayant une pensée pour les personnes qui souffrent chaque jour qui passe.

2011 se termine et laisse derrière elle des enjeux qui restent d'actualité pour 2012.

Les inégalités se creusent, les difficultés s'accroissent pour toutes celles et ceux qui vivent de leur travail ou s'en trouvent écartés.

L'année qui vient devrait être difficile, la politique menée par le Président Sarkozy et son gouvernement vise à faire payer la crise au plus grand nombre, ce qui nous conduit à la récession et à l'austérité pour tous, sauf les plus fortunés qui s'enrichissent.

La devise de la République «Liberté égalité, fraternité» est de plus en plus mise à mal.

Dans nos quartiers, la fraternité et la solidarité sont des vertus qui permettent de rester encore debout.

Elles sont un danger pour les puissants, car elles soudent le peuple, elles sont des facteurs de résistance. On le voit dans les mouvements sociaux, dans les soutiens aux sans papiers, aux expulsés, dans les solidarités aux plus démunis.

Creuser les inégalités, en opposant et rejetant l'autre, c'est s'attaquer à la cohésion sociale et laisser les victimes s'opposer entre elles.

Dans mes fonctions de Vice-président en charge de l'Enfance et de la Famille, j'attache la plus grande attention à promouvoir tout ce qui peut développer les solidarités, les points d'aide et d'appui pour les familles, toutes les familles, car les besoins sont immenses.

Comme en développant les modes d'accueil en quantité et en qualité, (3800 places d'accueil en plus pour la petite enfance) en initiant une réflexion nouvelle pour la Prévention spécialisée, en créant des espaces d'accueil pour les femmes et les enfants en détresse.

Plus que jamais il faut répondre aux besoins et aux attentes de chacun-e ; c'est le rôle premier d'un élu. En même temps nous devons consolider le bouclier social, développer les solidarités en s'attaquant aux inégalités.

2012 sera une année électorale des plus importantes.

Pour respecter et préserver notre devise républicaine, il faut agir en citoyen. Si je me suis prononcé pour le droit de vote pour tous aux élections locales, je milite pour que celles et ceux qui ont le droit de vote s'en servent pour participer à la vie démocratique, pour donner leur point de vue, exprimer leur choix.

Tout est fait par la droite et l'extrême droite pour que les victimes de leur politique restent bien chez elle, s'isolent dans un rejet stérile des élections.

Tout est fait pour que l'on ne se mêle pas de ce qui nous regarde. Et le Front national pourrait recueillir les plus égarés !!! A cet égard, les médias, dans leur grande majorité, relaient la pensée unique, celle qui dit qu'on ne peut rien faire face à la crise. Or il y a une alternative au capitalisme en crise! .

Dans les mois qui viennent, nous aurons l'occasion de débattre , d'échanger, de convaincre .Chacun-e connaît mon engagement dans le Front de Gauche, car les idées qu'il propose visent à améliorer durablement la situation du peuple.

2012 doit être l'année du bon usage du droit de vote qui permet à chacun de participer à la chose publique et de vivre pleinement sa citoyenneté.

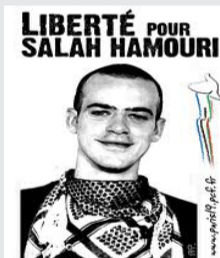
T'es Majeur cru 2011/2012



Le 10 décembre 2011, le grand rendez-vous "T'es Majeur-e" a réuni plus de 300 jeunes âgés de 18 ans dans la salle du conseil Municipal.

La promotion 2011, a échangé autour de la question de l'engagement et du vote. Ceux qui disent que "les jeunes ne s'intéressent pas à la chose politique" ont définitivement tort. C'est le message essentiel que je retiens de ces échanges.

Mumia et Salah 2 symboles forts



30 ans après sa condamnation à mort pour le meurtre présumé d'un policier, Mumia Abu-Jamal, Journaliste Afro-américain symbole d'une justice raciste, citoyen d'honneur de la ville de Saint-Denis est finalement condamné à finir ses jours en prison, depuis le 7 décembre dernier. C'est une première victoire pour ce militant des « sans voix » à qui j'ai rendu visite à 2 reprises. La lutte contre la peine de mort reste encore d'actualité dans beaucoup de pays et en particulier dans certains Etats américains.

Salah Hamouri jeune français était emprisonné sans avoir eu le droit à un procès civil, pour un « délit d'intention terroriste » selon les autorités Israéliennes, délit qu'il a toujours nié. Grâce à une mobilisation massive, il a été finalement libéré le 15 décembre 2011.

LE SAVIEZ-VOUS?

L'autisme a été identifié comme Grande Cause Nationale en 2012. Cette question reste un sujet majeur dans notre société avec plus de 600 000 personnes atteintes en France. Sur ce sujet la France est particulièrement en retard, notamment sur le plan de la recherche, du financement des prises en charge, sur l'inclusion et le respect des droits des personnes atteintes, sur le dépistage. Sarkozy avait déjà fait des annonces, mais les associations de parents d'enfants autistes dénoncent depuis plusieurs années, l'absence de moyens réels. Cet handicap trop peu connu et reconnu, devient une question importante d'égalité des citoyens et de santé publique qui peut être traitée, lorsque les moyens humains et financiers sont mobilisés en amont.

Agissons-Ensemble

Pour plus d'informations : www.bally2008.fr

J'ai mal

Dimanche 22 janvier 2012, deux enfants de 4 à 10 ans meurent asphyxiés dans un incendie accidentel, dans un immeuble situé au 3ème étage de la rue Albert-Einstein à Saint-Denis. Mes premières pensées vont à la maman qui élevait seule ses 4 enfants. Une pensée forte pour les enfants, aux locataires des logements endommagés, à tous les locataires de la cité Joliot Curie. Saluer l'implication et la solidarité de tous les habitants, des forces de secours, des services municipaux, et en particulier les jeunes du quartier (Bakary, Areski, ...) qui ont porté les premiers secours et certainement évité que nous pleurions d'autres personnes. C'est un drame sans nom, le décès d'enfants tournés vers l'avenir. Une douleur terrible au cœur m'anime d'autant que l'enfant de 4 ans était dans la classe de ma fille. Une enquête est en cours afin de déterminer ce qui s'est réellement passé.

STOP AUX EXPULSIONS



9 millions de personnes sont en situation de fragilité au regard du logement. La ville de Saint-Denis reste au top des communes qui construisent des logements, mais malgré cet effort, la situation ne peut être résolue à l'échelle de la simple ville de Saint-Denis, voire de l'agglomération.

L'Etat doit non seulement impulser une véritable politique d'aide aux communes qui construisent, mais doit faire respecter la loi afin que toutes les communes construisent des logements sociaux. Le système d'expulsions des différents squats organisé par l'Etat est inacceptable. Ce fut le cas le 9 décembre 2011, pour les habitants du 76 rue Gabriel Péri. Depuis cette opération unilatérale, contre l'avis de la municipalité, les expulsés ont trouvé refuge devant le centre administratif. Un travail de longue date avait permis de régulariser la situation de plus de 80% des personnes qui occupaient l'immeuble. Si proche du but l'Etat a pris la décision d'expulser sans propositions alternatives. La lutte collective doit avoir raison de cette situation.

UN NOUVEAU PROJET EDUCATIF DANS LES CRECHES DEPARTEMENTALES



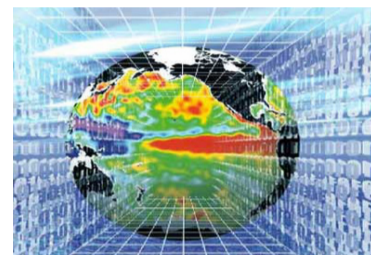
Le 10 janvier 2012, devant plus de 400 personnels du département j'ai posé les principes d'élaboration du nouveau projet éducatif dans les 55 crèches départementales. Après la mise en place de l'ADAJE (aide départementale pour l'accueil du jeune enfant), la généralisation du multi-accueil dans les crèches du département, le développement de l'accueil individuel assuré par les assistantes maternelles, (dont 450 ont reçu le 14 janvier 2012, leur attestation de formation),

j'ai souhaité impulser une démarche visant à réinterroger nos politiques en matière de mode d'accueil. Cette démarche d'enrichissement du projet éducatif des crèches doit permettre de nous appuyer sur les acquis de 1993, date du premier projet éducatif, pour construire le futur.

Il doit permettre d'apporter des réponses aux enfants et aux familles. J'ai souhaité en particulier que 4 questions soient traitées : les besoins de l'enfant et ceux de sa famille, la place et dialogue avec les parents, l'accueil et la diversité, enfin, le travail d'équipe et les partenariats

LE DROIT AU NUMERIQUE POUR TOUS

Malgré les annonces gouvernementales, la France est en passe de manquer le virage du numérique. Le retard pris, risque de s'avérer irréversible. Il ne s'agit pas seulement de télévision haut débit, ou de loisirs. Il s'agit de ne pas prendre de retard dans le développement de l'économie locale, notamment les PMI PME, dans les services publics par l'administration électronique, l'e-éducation, l'e-santé, ... Ne pas prendre la mesure de cet enjeu, c'est creuser un peu plus la fracture numérique, aggraver les inégalités sociales et territoriales, handicaper notre pays, notre département et notre ville. Nous ne pouvons l'accepter. L'autorité de « régulation » l'ARCEP organise le marché pour les grands groupes dans les zones d'aménagement jugées rentables et laisse aux collectivités les zones non denses, plus chères à câbler et dont la rentabilité n'est pas assurée. Dans la période qui s'ouvre, notre vision de l'économie doit nécessairement évoluer. J'ai lancé un processus de concertation à travers le Schéma Départemental Territorial d'Aménagement Numérique, avec les communes et les intercommunalités afin de bâtir une stratégie de développement du numérique sur le département. Avec d'autres élus, je réclame une péréquation territoriale, la création par l'Etat du Fonds d'aménagement numérique du territoire pour aider les collectivités locales, et pour une maîtrise des coûts d'accès aux services, afin que les citoyens payent le juste prix.



STOP A L'IDEOLOGIE RACISTE



Malgré l'important dispositif des forces de l'ordre, le dimanche 8 janvier 2012, aux côtés de plus de 300 personnes dont beaucoup étaient membre du collectif Anti-FN de Saint-Denis, j'ai déclaré auprès de l'AFP «Les valeurs portées par le FN ne sont pas celles portées par la ville et notre département, qui sont des valeurs de solidarité, de mélange, et de respect de chacun. Le FN n'a pas sa place ici». Effectivement la venue de Marine Le Pen à Saint-Denis, est une véritable démonstration de mépris et une insulte aux habitants de Saint-Denis. Le FN, tout comme Nicolas Sarkozy, divise les gens et les dresse les uns contre les autres. Cette politique du repli sur soi est dangereuse. Dans le combat que nous devons mener contre l'idéologie FN, basée sur le racisme et sur la haine de l'autre, je fais une différence entre ceux qui nourrissent et entretiennent cette idéologie et certains qui, déçus par les partis politiques traditionnels, se sont échoués dans les bras du FN, pensant rendre audible leur message de déception face au manque de perspectives que la gauche ne parvient pas à créer. A ces citoyennes et citoyens, je souhaite dire que la solution à leur espoir ne peut se trouver dans le FN, mais bien dans la construction d'une démarche collective où, politiques de gauche, syndicats et citoyens, prennent leur place, pour la construction d'une véritable alternative, porteuse d'espoir et de transformation sociale, écologique et économique. Ensemble luttons contre cette idéologie raciste, xénophobe, sexiste, anti-sociale, homophobe, en manifestant notre désaccord et en construisant des solutions alternatives crédibles dès 2012.

A VOTRE ECOUTE

Je vous reçois sur rendez-vous : Les samedis de 9 heures à 15 Heures ; Mardis ou Vendredis de 17 Heures à 20 Heures 30.

En téléphonant au 06 27 78 93 75 ou 01 49 33 63 58 ou 01 43 93 93 92
ou par email : bbagayoko@cg93.fr; bally.bagayoko@ville-saint-denis.fr

AUCUN APPEL OU EMAIL NE RESTE SANS REPONSE